

LA REVOLUTION CHINOISE(*)

Introduction

Une révolution qui se prolonge aussi longtemps que la révolution chinoise finit par revêtir tant d'aspects différents que chacun la lit à sa manière. Par définition, une révolution prolongée est une révolution qui n'aboutit pas complètement, une révolution que ses insuccès mêmes ou ses difficultés risquent de rendre plus complexe et plus radicale. Elle s'approfondit au cours de la lutte, inaugure de nouvelles stratégies, se donne de nouveaux objectifs, qui paraissent par moments supplanter la visée initiale, voire conférer à la révolution qui les a rencontrés en chemin sa véritable originalité. Mais on a beau faire et beau dire, ce qui était à l'origine du processus révolutionnaire ne se laisse pas oublier, une fois surtout que la révolution l'a emporté. L'objectif prioritaire qui s'impose alors nous ramène inlassablement à la crise originelle d'où est sortie la révolution. Il fait pâlir par contraste telle ou telle nouveauté apparue en cours de route, qui s'avère à l'épreuve des faits relativement subordonnée, telle ou telle ambition inédite qui s'avère fragile.

Je voudrais illustrer ces propos trop généreux en concentrant l'analyse sur deux seulement des multiples caractères qu'on attribue d'ordinaire à la révolution chinoise : une révolution nationale, une révolution paysanne. Analyser la condition paysanne dans la Chine pré-révolutionnaire peut, à un premier niveau, être un bon moyen de mettre en valeur les origines sociales de la révolution chinoise, et, du même coup, ce qui faisait l'originalité des communistes par rapport aux nationalistes du *Kuomintang*, lesquels après tout se prétendaient eux aussi des révolutionnaires. Un quart de siècle après le triomphe des communistes, il apparaîtrait, — c'est du moins ce que je voudrais suggérer ici, — que leur originalité réside en fin de compte moins dans leurs objectifs propres que dans l'efficacité beaucoup plus grande avec laquelle ils ont poursuivi et fait progresser les buts qu'ils partageaient avec d'autres : non seulement avec leurs adversaires du *Kuomintang*, mais avec leurs prédécesseurs communs, patriotes à tous crins des deux ou trois générations précédentes qui s'étaient évertués à régénérer une nation en pleine crise.

* * *

(*) Cet article, publié avec la courtoise autorisation de son auteur, reproduit le texte d'une communication faite lors du *XIV^e Congrès International des Sciences historiques* tenu à San Francisco en août 1975.

Nos vifs remerciements à tous ceux qui, soucieux de l'information des professeurs du secondaire, nous ont accordé cette liberté. (N.D.L.R.).

Une révolution nationale

Jamais sans doute la révolution chinoise n'a revêtu aussi nettement l'allure d'un mouvement de libération nationale qu'à l'heure la plus décisive : celle qui rendit possible la victoire ultérieure des communistes et que l'historiographie chinoise ne désigne pas par hasard du nom de « guerre de résistance » (*k'ang-chan*) contre l'agresseur japonais (1937-1945). Certes, c'est Hiroshima (et non la résistance chinoise) qui a débarrassé les Chinois de l'envahisseur. Certes encore, au lendemain d'Hiroshima et de la capitulation nipponne sur le *Missouri*, l'ultime guerre civile n'avait pas encore commencé. Mais avant même que cette guerre n'ait éclaté, des observateurs lucides, — et, comme il arrive d'ordinaire, peu écoutés, — en désignaient déjà le vainqueur : non pas l'ordre rétabli et Chiang Kai-shek, apparents bénéficiaires de la victoire « nationale », mais ses adversaires communistes, devenus à la faveur de la guerre de résistance de très sérieux prétendants au pouvoir sur l'ensemble du pays. Les effectifs de l'armée rouge avaient plus que décuplé pendant la guerre, les zones contrôlées par les communistes (« Régions libérées ») englobaient désormais d'innombrables villages et bourgades de Chine du Nord, habitées par une population supérieure à celle de n'importe quel Etat européen, la Russie exceptée. L'occasion de ces progrès extraordinaires (à la veille de la guerre sino-japonaise, le gros des forces communistes s'était réfugié dans une région pauvre et isolée, au nord-ouest du pays), c'est la résistance à l'envahisseur qui l'avait fournie. Comme Tito, Mao a bâti sa victoire sur le combat des patriotes et partisans qu'il a su rassembler et mobiliser contre l'ennemi national. Au point qu'une thèse classique, — que les critiques ultérieures ont moins infirmée que nuancée et complétée, — a pu assimiler le communisme chinois au temps de sa croissance géante (entre 1937 et 1945) à une variété de nationalisme : c'est en tant que chefs d'un mouvement de libération nationale que les communistes chinois ont gagné le soutien des villageois qu'ils devaient mener à l'assaut du Ciel⁽¹⁾.

Le lien entre guerre et révolution est classique, mais il est plus fréquent que la guerre provoque le déclenchement de la révolution, comme en Russie en 1905, puis en février 1917. La guerre sino-japonaise a provoqué, — ou hâté, — la victoire de la révolution chinoise, elle n'a pas déclenché une révolution qui était déjà là. Cette précision, — ou plutôt ce rappel, — n'intéresse pas la seule chronologie : cette révolution en gestation pendant de longues décennies n'a pas toujours revêtu, comme entre 1937 et 1945, l'allure d'un « mouvement de libération nationale ». Elle n'en était pas moins nationale avant tout.

Un siècle sépare la guerre de l'opium (1839-1842) de la guerre sino-japonaise, un long siècle au cours duquel des soldats et marins, des marchands et des missionnaires venus de pays lointains ont précédé les armées nipponnes sur le sol chinois. Sans avoir à la lettre perdu son indépendance, la Chine en butte aux empiètements politiques et économiques des impérialismes rivaux était devenue, aux dires des révolutionnaires chinois, une « semi-colonie ». Il n'est pas nécessaire de souscrire à l'étrange définition de cette expression qu'ils ont quelquefois

(1) Chalmers A. JOHNSON, *Peasant Nationalism and Communist Power : The Emergence of Revolutionary China 1937-1945*, Stanford, Stanford University Press, 1962.

avancée (une semi-colonie est en réalité la « colonie commune » de toutes les puissances impérialistes) pour convenir avec eux que la menace était bien réelle et que la Chine s'épuisait dans une lutte inégale. Cet affaiblissement a servi doublement la révolution : en suscitant des vocations révolutionnaires et en minant la résistance du pouvoir à l'entreprise révolutionnaire.

On aurait pu imaginer que la menace extérieure incitât à resserrer les rangs autour du pouvoir en place afin de faire front contre l'ennemi ? Il peut même sembler paradoxal que les révolutionnaires chinois se soient acharnés à porter des coups à des régimes non moins soucieux qu'eux-mêmes de mettre un terme aux menées des impérialistes, en attendant de pouvoir les chasser. Ni l'impératrice Tz'u-hsi ni Chiang Kai-shek (pour s'en tenir aux représentants les plus fameux de l'ordre établi entre 1840 et 1949) ne peuvent être accusés d'avoir nourri une tendresse excessive pour les Barbares étrangers et de s'être résignés sans réagir à la « curée » ou aux « traités inégaux ». Si l'union sacrée, — telle par exemple que celle qui s'est réalisée de façon éphémère autour de Chiang-Kai-shek au début de la guerre contre le Japon, — est demeurée un phénomène exceptionnel au cours de cette période où les plus graves périls n'ont guère cessé de menacer le pays, c'est avant tout en raison de la faiblesse du pouvoir :

Cette faiblesse a parfois incité les gouvernants à recourir à des formes désespérées de résistance, comme l'excitation et le soutien des Boxers xénophobes. Plus souvent, elle détournait d'une résistance ouverte, d'avance condamnée : le gouvernement prêtait le flanc aux accusations d'abandon, voire de trahison proferées par une opinion patriotique moins complètement informée que les détenteurs du pouvoir de la disproportion des forces entre la Chine et ses assaillants. La temporisation de Chiang Kai-shek, contraint de céder sans cesse davantage du terrain aux militaristes japonais entre 1931 et 1935, a grossi les rangs de ses adversaires et renforcé le camp de la révolution. Tolérer provisoirement de nouvelles atteintes à l'intégrité nationale, se forger patiemment une armée moderne, réaliser en priorité l'unité du pays aux dépens de l'ennemi intérieur : ce calcul de Chiang n'était certainement pas plus déraisonnable que l'impatience juvénile des étudiants qui prétendaient le contraindre à déclarer immédiatement la guerre au Japon. Retarder aussi longtemps que possible l'affrontement inévitable avec l'impérialisme japonais, lequel finirait bien par susciter l'hostilité d'impérialismes rivaux : cette politique, qui pouvait se réclamer d'une tradition vénérable de la diplomatie céleste (opposer les Barbares les uns aux autres) a été au surplus justifiée par l'événement. Mais l'opinion patriotique ne voulait plus, ne pouvait plus tolérer de nouveaux reculs, fussent-ils dictés par la nécessité : c'est en fin de compte la faiblesse de la Chine qu'elle reprochait à Chiang, lui-même héritier de révolutionnaires qui avaient déjà reproché la même chose à l'Empire des Ch'ing.

Sun Yat-sen et ses disciples avaient beau s'en prendre au caractère étranger de la dynastie mandchoue ou à l'iniquité des institutions impériales, ce qu'ils ne pardonnaient pas au régime, c'était son impuissance et son incapacité à résister aux empiètements de ces autres étrangers venus d'au-delà des mers :

*« Cette dynastie n'existe autrement qu'en paroles !
Ces esclaves des étrangers se prétendent nos maîtres ! »*

Ces vers de Ch'en T'ien-hua, dont le suicide à l'âge de trente ans (en 1905) représentait, comme pour Jan Palach beaucoup plus tard à Prague, une ultime forme de protestation politique et nationale, situent bien le reproche adressé au pouvoir par des patriotes devenus révolutionnaires dans l'espoir de remplacer un pouvoir défaillant par un pouvoir fort. On renverse un Empire, on fonde une République : moins par haine du principe héréditaire ou par amour de la liberté que pour établir un système politique capable de rendre la Chine puissante. On se passionne pour *Le Contrat Social*, parce qu'on attribue à la Révolution française, dont Rousseau fut l'un des inspireurs, le renouveau de la nation française... illustré par les conquêtes napoléoniennes.

Ce nationalisme présent dès la « première étape »⁽²⁾ de la révolution chinoise n'est pas encore et pas seulement l'anti-impérialisme des étapes ultérieures. Les révolutionnaires du début du siècle sont loin d'être unanimes dans leur condamnation de l'impérialisme. Beaucoup d'entre eux admirent les Puissances occidentales et leur en veulent moins de dominer la Chine qu'ils en veulent à leurs maîtres mandchous d'avoir laissé, — ou réduit, — la Chine en état d'être dominée. L'origine étrangère de la dynastie fait d'elle le bouc émissaire idéal des faiblesses de la Chine (qui deviennent moins « chinoises » d'être imputées à l'action ou l'inaction de maîtres étrangers) et permet de donner un contenu ethnique à un « nationalisme » encore mal différencié du « culturalisme ». C'est précisément à partir du moment où l'on commence à distinguer le politique (sa dimension ethnique comprise) du culturel que naît le nationalisme chinois moderne. C'est la présence continue de ce nationalisme-là à travers toutes les étapes de la révolution chinoise (sans en excepter la plus récente, comme l'a confirmé l'ambition proclamée par Chou En-lai au début de 1975 de faire de la Chine une des premières nations du monde avant la fin de ce siècle) qui me paraît caractéristique et importante. Un tel nationalisme est loin de se réduire au simple « mouvement de libération nationale » évoqué plus haut à propos de la « guerre de résistance au Japon », ni même à « l'anti-impérialisme » mis obligeamment par Lénine à la disposition de l'élite révolutionnaire de tous les peuples en butte à l'impérialisme économique, qu'ils fussent ou non des colonisés. Non content de bouter hors de Chine soldats et marchands étrangers, le nationalisme qui a mu et continue de mouvoir la révolution chinoise vise à rien de moins qu'à fonder la nation en lui procurant la cohésion qui lui manquait et la force qui lui restituera sa grandeur d'antan. Il n'est pas tourné vers l'extérieur, mais fidèle au génie national, vers l'intérieur : à la différence du mouvement de libération nationale accaparé par la lutte contre des forces étrangères, il cherche à instaurer un Etat fort dans une nation prospère et puissante et combat à cette fin les facteurs endogènes de faiblesse et de division. Qu'on en vienne à bout et la Chine retrouvera sa place véritable, à nulle autre seconde. Moins amer qu'optimiste, le « père de la révolution » chinoise invoque l'exemple du Japon, devenu en l'espace de quelques décennies l'une des grandes puissances mondiales :

le Japon est dix fois moins peuplé que la Chine, trente fois moins étendu, ses ressources naturelles sont beaucoup plus réduites et sa

(2) Mary C. WRIGHT, *China in Revolution : the first phase, 1900-1913*, New Haven, Yale University Press, 1968.

culture, qu'il nous a jadis empruntée, est très inférieure à la nôtre ; que la Chine se réveille et ce n'est pas une, mais dix Puissances qu'elle vaudra à elle seule !(3).

Ces lignes de Sun Yat-sen ne sont pas antérieures, mais postérieures au renversement de l'Empire. Autrement dit, son enfant, la révolution de 1911, n'a pas donné naissance à la Chine puissante qu'il en attendait. Au contraire : la Chine s'est bientôt retrouvée plus faible encore que sous l'Empire et de surcroît morcelée. La tâche que s'étaient assignée les révolutionnaires demeurait donc plus que jamais à l'ordre du jour et en même temps la faiblesse du pouvoir ou plus exactement des pouvoirs rivaux la rendait plus facile. On le vit bien en 1926-1927, lorsque l'« Expédition du Nord » (*Pei-fa*) vint sans grande peine à bout des « seigneurs de la guerre » qui tenaient jusqu'alors le haut du pavé. Le régime « révolutionnaire » qui s'impose à l'ensemble du pays en 1928, l'année qui suivit la victoire de la *Pei-fa*, s'effondrera lui-même une vingtaine d'années plus tard avec une facilité à première vue déconcertante. Le pouvoir lui échappera des mains, et certains auteurs prétendront que les communistes se sont contentés de le ramasser. Déjà, en 1911, avant l'affaiblissement du pouvoir central consécutif au renversement de l'Empire unitaire, la soudaineté de la victoire avait surpris les révolutionnaires eux-mêmes. Quel contraste entre les menus événements de l'automne 1911 (même précédés d'un « été chaud ») et l'écroulement d'un Empire bimillénaire ! Faut-il en conclure que les temps étaient mûrs et que les fruits sont tombés d'eux-mêmes (en 1911-1912, 1926-1927, 1948-1949) ? Cueillette plutôt que conquête, la victoire des révolutionnaires ? Certes non ! Pour s'en tenir aux communistes, leur facile triomphe de 1949 ne doit pas faire illusion : ils l'avaient préparé de longue date, à travers les péripéties de ce que Mao appelait une « guerre révolutionnaire prolongée ». Seule l'ultime phase de la lutte s'est trouvée grandement aidée et accélérée par l'effondrement d'un régime que semblait avoir déserté le « mandat du Ciel ». Dans le dernier quart d'heure, il est fréquent que le cours des événements se précipite, comme au Vietnam du Sud au printemps 1975. Tout bascule très vite, une fois que le rapport de forces est devenu défavorable au pouvoir établi. Si nous ne nous contentons pas de scruter à la loupe le lamentable dernier acte, le régime nationaliste (le dernier des « anciens régimes » chinois précipités par la révolution dans les « poubelles de l'histoire ») se révèle plus vivace que nous sommes tentés de le diagnostiquer après coup, avec la sagacité trompeuse que la connaissance de l'issue confère à l'historien.

S'il faut donc se garder de conclure un peu vite à l'inévitabilité de ce qui a été(4), reste qu'on ne peut pas non plus dénier toute signification à l'effroyable banqueroute, la corruption, la gabegie, le mensonge qui ont fini par détourner la majorité de la population (c'est-à-dire pour l'essentiel de sa frange citadine, qui constituait l'opinion chinoise) d'un régime devenu incapable de gouverner. En un autre sens, cette déliquescence finale était bien la minute de vérité : du moins aux

(3) Adapté de SUN Yat-sen, *San Min Chu I, the Three Principles of the People*, Shanghai, Frank W. Price- L.T. Ch'en, 1927, p. 145-146.

(4) Je n'ai pas toujours surmonté la tentation téléologique dans l'ouvrage *Les origines de la révolution chinoise*, Paris, 1967, auquel je dois vraisemblablement l'honneur de présenter aujourd'hui ce rapport.

yeux des myopes, c'est-à-dire du grand nombre, dont le transfert d'allégeance implicite (« *tout, même les communistes, plutôt que la perpétuation du présent état de chose !* ») provoqua directement ou indirectement les désertions massives (ou les redditions sans résistance) qui décidèrent du sort de mainte bataille et transformèrent en parade la longue marche à rebours (du nord au sud) de l'Armée Rouge. Pour les rares privilégiés qui étaient à la fois lucides et informés, on a vu que l'heure de vérité avait sonné un bon lustre plus tôt, avant la fin de l'interminable épreuve qu'avait représentée la guerre sino-japonaise : l'inflation était déjà là (avec ses séquelles, la spéculation et la corruption), mais aussi l'incurie de l'administration, l'inefficacité d'une armée qui faisait dire à un général américain : « *nous sommes alliés à un cadavre* », et par-dessus tout les souffrances indicibles d'une population que le gouvernement se souciait peu de protéger des horreurs de la guerre, de la cruauté de ses propres soldats, de la famine aggravée par ses propres fonctionnaires et la cohorte des autres profiteurs. Le régime nationaliste a donc mal passé le test de la guerre, à peine moins concluant pour lui qu'il ne l'avait été pour le tsarisme une génération plus tôt. On ne peut plaider son cas en arguant des progrès considérables qu'il avait accomplis au cours de la décennie précédant la guerre et de la malchance mortelle qu'a représentée l'invasion japonaise pour un régime encore jeune qui s'est brutalement vu dénié le loisir de faire ses preuves. Car la menace impérialiste constituait un élément important de la situation qui fabriquait des révolutionnaires impatients de fonder un Etat fort. Que le *Kuomintang* ait pu faire l'affaire en des temps plus sereins, la chose n'est pas exclue, mais précisément les temps n'étaient pas sereins, justifiant le sentiment d'urgence ressenti par les révolutionnaires⁽⁵⁾.

Rien de plus injuste que d'englober dans une commune réprobation (ou, pour l'historien soucieux d'éviter les jugements de valeur, dans un même constat d'impuissance, d'inadaptation aux tâches urgentes et écrasantes de l'heure) le régime nationaliste et le régime chaotique des seigneurs de la guerre qu'il a lui-même renversé. Sans même envisager les différences de tous ordres qui sautent immédiatement aux yeux et pour nous en tenir au problème qui nous occupe en ce moment, celui de la force de l'Etat, de la puissance et de la grandeur de la nation et donc en particulier de l'unité du pays, le contraste est manifeste : à l'heure des seigneurs de la guerre, on put croire que les Chinois allaient se charger de réaliser eux-mêmes le démembrement de la Chine que les impérialistes avaient failli opérer pour leur compte à l'époque du « *break-up of China* », dans les dernières années du XIX^e siècle. La détermination, la ténacité, l'habileté de Chiang Kai-shek lui ont permis de rassembler une grande partie des terres chinoises autour du gouvernement central. Forcé de se contenter pour une durée indéterminée d'une suzeraineté nominale sur mainte province ou portion de province périphérique, il n'avait pu encore mener à son terme la réunification du pays. Mais, à la veille de la guerre la tâche paraissait à la portée d'un personnage taillé dans la rude étoffe des fondateurs de dynastie.

- (5) Ces derniers fondaient aussi leur opposition sur des motifs d'un autre ordre : ils prétendaient non seulement accomplir une révolution nationale inachevée, mais la couronner d'une révolution sociale. Nous reviendrons sur ce point lorsque l'heure sera venue de discuter le caractère « paysan » de la révolution chinoise. Pour l'instant, il suffit de constater que la carence manifeste du régime nationaliste dans ce domaine et en particulier son refus de la réforme agraire expliquent et aggravent la portée de ses défaillances à l'heure décisive de l'épreuve.

Il a légué l'entreprise inachevée à ses ennemis communistes et ceux-ci ont exaucé quelques-uns des vœux les plus chers de leur adversaire abattu. Ce qu'ils ont accompli nous oblige à prendre du champ par rapport à la révolution avortée de Chiang Kai-shek : le pouvoir fort, reconnu d'un bout à l'autre du territoire chinois, c'est aujourd'hui seulement qu'il est reconstitué et son emprise sur la population nous fait mesurer le caractère superficiel de l'enracinement du régime nationaliste jusque dans les régions qu'il contrôlait le mieux. En ce sens, l'intermède républicain tout entier, — les quatre décennies de la période « *Min-kuo* » (1911-1949), — prend un peu l'allure d'une transition prolongée après l'effondrement de l'unité impériale. Loin d'être uniformément négatif, le bilan de l'« interrègne »⁽⁶⁾ (de la vacance à l'affermissement fragile du pouvoir) pâlit dès qu'on le compare à celui de la période suivante : ce n'est qu'avec la révolution communiste que le nationalisme triomphe.

Cette revanche et ce triomphe de la nation, c'est bien ce que recherchaient avant tout les dirigeants communistes chinois, pour la plupart venus à la révolution par nationalisme. A l'instar de leur général en chef Chu Teh, dont l'autobiographie⁽⁷⁾ montre bien le cheminement du patriote humilié au révolutionnaire, de nombreux officiers de l'Armée Rouge ont pu sans se faire violence revêtir entre 1937 et 1945 le « masque nationaliste » auquel Chalmers Johnson attribue leur victoire. Ce fut sans doute le plus innocent de leurs stratagèmes, un retour à leur vocation initiale.

Le pionnier de leur conversion au marxisme, le seul des deux Pères fondateurs du mouvement communiste chinois qui soit demeuré en odeur de sainteté à Pékin, Li Ta-chao, semble avoir eu la libération du prolétariat moins à cœur que celle des « nations prolétaires »⁽⁸⁾. La libération des « nations prolétaires », c'est trop dire : Li Ta-chao, qui n'éprouvait certes pas l'internationalisme spontané d'un Guevara, se préoccupait surtout de l'une d'entre elle, la sienne. Et il souhaitait ardemment qu'elle se saisît de l'instrument qui venait de faire ses preuves dans la Russie arriérée : il se convertissait moins au marxisme qu'à la révolution d'octobre — en d'autres termes, à la recette révolutionnaire susceptible de « prendre » dans un pays attardé.

A l'instar de Li Ta-chao, c'est la maîtrise d'un outil éprouvé que voulurent s'approprier les jeunes intellectuels chinois qui s'imprégnèrent dans sa foulée de la pensée de Marx. Nul doute qu'au cours de ce processus ils en vinrent à se forger une nouvelle conception du monde (et y acquirent les uns un vernis, d'autres une certaine dose d'internationalisme), mais c'est avant tout la technique de la révolution qu'ils apprenaient avec tant d'ardeur. Technique moins marxiste que léniniste : gagnés au marxisme par l'exemple de Lénine, ils ont d'emblée découvert le marxisme dans sa variante léniniste, ils ont absorbé la stratégie du *Que faire* avant (et mieux) que les rudiments du *Capital*. Sinon *Le Capital* lui-même, du moins *Le Manifeste communiste* servit un objet analogue à celui que la géné-

(6) L'expression est de O.E. CLUBB, *Twentieth Century China*, New York, Columbia University Press, 1964, et désigne sous sa plume la seule période nationaliste.

(7) Transmise par Agnès SMEDLEY, *The Great Road : The Life and Times of Chu Teh*, New York, Monthly Review Press, 1956.

(8) Cf Maurice MEISNER, *Li Ta-chao and the Origins of Chinese Marxism*, Cambridge, Harvard University Press, 1967.

ration précédente avait assignée au *Contrat social*. « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous !* » : qui, en 1848, se fût hasardé à prédire que semblable formule pourrait un jour servir de cri de ralliement à des nationalistes ?

Le destin paradoxal de ces nationalistes incités pour vaincre à embrasser l'internationalisme marxiste les distingue moins qu'on pourrait le supposer à première vue des autres nationalistes de la même époque, — celui du Mouvement du Quatre Mai⁽⁹⁾, — qui ne sont jamais devenus internationalistes. Les fondateurs du parti communiste chinois ont été en somme réduits à emprunter à l'Occident la plus affûtée de ses armes, — le marxisme, — pour mieux le combattre. Qu'ont fait d'autre les iconoclastes du Quatre Mai ? Ils se sont acharnés sur la « boutique de Confucius » (*ta-tao K'ung-chia-tien*), symbole de la tradition nationale, ils se sont mis avec passion à l'école de l'Occident. Frénésie suicidaire ? Que non pas ! Eux aussi voulaient arracher à l'Occident son secret afin de lui résister et de sauver la nation chinoise.

Ils n'en sont venus à une telle extrémité que parce que les demi-mesures de leurs aînés, lettrés et mandarins des deux générations précédentes, avaient fait long feu. Ceux-ci avaient bien essayé de n'emprunter à ces Barbares insolemment vainqueurs que l'art militaire, source de puissance, puis l'industrie, source de richesse, puis les sciences appliquées, qui commandent l'une et l'autre. La force et l'audace des Barbares continuant de croître et la Chine de s'affaiblir, il avait bien fallu pousser plus loin dans l'imitation qui réussissait si bien au Japon et étudier à cette fin non seulement la science, mais aussi la pensée philosophique de l'Occident.

« J'aimerais mieux voir la ruine de notre quintessence nationale que l'extinction définitive de notre race, en raison de son inaptitude à survivre ».

C'est le héraut par excellence du Mouvement du Quatre Mai, le fondateur de la plus influente des revues d'avant-garde, qui s'exprime aussi. Il donne à sa revue un sous-titre français (*La Jeunesse*), y fait une place de choix aux traductions et à l'exaltation des méthodes et des idéaux d'Occident, ce même Occident dont il va bientôt dénoncer les menées impérialistes. Car cet homme, Ch'en Tushiu, n'est autre que le premier Secrétaire Général du Parti communiste chinois et, plus encore que Li Ta-chao, le véritable père du communisme chinois. Que le même individu ait de 1915 à 1919 été le pionnier le plus rumuant et le porte-parole le plus écouté du Mouvement communiste en Chine, n'est pas fortuit. L'occidentalisation culturelle prônée par Ch'en et le nationalisme anti-occidental procèdent d'un même besoin et répondent à une même aspiration. Le communisme lui-même, loin d'être perçu par ses premiers adeptes chinois comme la négation de l'un ou l'autre de ces deux termes antithétiques, leur paraît capable de les réconcilier. Quelle aubaine, en effet, qu'une doctrine empruntée à l'Occident qui

(9) Le 4 mai 1919, les étudiants de Pékin protestent contre le transfert au Japon des droits de l'Allemagne sur la province chinoise du Shantung. Cette manifestation nationaliste a donné son nom à un mouvement plus étendu dans le temps et surtout plus complexe : une véritable révolution culturelle avant la lettre. Comme elle fut elle aussi d'inspiration nationaliste (ainsi qu'on va le voir dans un instant), il n'y a pas lieu de trop s'étonner que la journée du 4 mai demeure l'éponyme d'un séisme étalé sur plusieurs années.

condamne l'Occident ! Voilà un bouc-émissaire qui remplace avantageusement les Mandchous. Comme il est, en tout état de cause, loin d'être innocent et, à la différence des Mandchous, toujours redoutable, il est de bonne guerre de bander les énergies contre lui en lui faisant porter le poids de ses péchés et de ceux d'autrui.

Emprunts de plus en plus significatifs à la civilisation occidentale, résistance de plus en plus vigoureuse aux nations occidentales : c'est tout de même plus vite dit que réalisé. Gardons-nous de conclure que dans leur fureur iconoclaste, les révolutionnaires du Quatre Mai ou leurs héritiers marxistes sont allés jusqu'à se déchinoiser par amour de leur patrie. L'auraient-ils voulu, la chose eût été impossible. Si loin qu'il soit allé dans l'auto-mutilation et dans l'absorption d'une médecine étrangère, le nationalisme chinois moderne n'a jamais fait autre chose que de combiner en proportions variables selon le lieu et le temps (Yenan ou Nankin, Pékin ou Taïpei) de nombreux éléments conscients ou inconscients d'une tradition indigène elle-même fort complexe et un choix extrêmement sélectif de modèles importés.

Tout ce qui précède ne vise à rien d'autre qu'à insister sur la constance et l'importance de la composante nationale de la révolution chinoise. Le nationalisme qui a inspiré la révolution chinoise a des racines biologiques : en lui s'exprime l'instinct de conservation d'un organisme menacé de l'extérieur. Mais il est loin de se réduire au simple instinct de conservation : ce n'est pas seulement pour survivre, c'est aussi pour retrouver sa prééminence que l'organisme chinois a cherché par les moyens les plus extrêmes à se fortifier, le déclic impérialiste fonctionnant à la fois comme menace et comme simple révélateur de la faiblesse et de l'abaissement de la Chine. Nationalisme défensif, comme il convient à une « colonie » qui aspire à secouer le joug ? Assurément, mais aussi « superpuissance » en puissance, jamais oublieuse de son immensité, de la masse de sa population, de sa grandeur et de son rayonnement passés.

Dans ce double domaine, ce qu'a accompli la révolution chinoise en l'espace d'un quart de siècle est impressionnant. Après un siècle d'humiliation et d'exploitation symbolisées par les « traités inégaux », la Chine a enfin recouvré son indépendance et sa dignité. La rupture avec l'U.R.S.S. a éliminé ce qui pouvait encore restreindre cette indépendance et porter ombrage à cette dignité. Cette victoire spectaculaire sur le front de la libération nationale (F.L.N.) est étayée par les remarquables succès obtenus sur le front du renforcement de l'Etat et de la Nation. Quand donc la Chine, naguère encore la risée de l'étranger et le désespoir des patriotes, a-t-elle été aussi bien unifiée et aussi solidement gouvernée qu'aujourd'hui ? Les tendances centrifuges révélées à l'occasion de la révolution culturelle confirment plus qu'elles n'infirmement l'ampleur et la solidité des progrès : l'unité chinoise a, en fin de compte, résisté à la terrible secousse de 1967. Plus décisive encore, l'emprise de l'administration au niveau local, c'est-à-dire dans chaque village, est incomparablement plus effective qu'elle ne fut jamais au cours de l'histoire chinoise. Une fois faite sa part au progrès technique (développement des moyens de transport, des télécommunications, etc.), on conviendra que la révolution est pour beaucoup dans cette redoutable performance. Ne dévi-
dons pas plus avant la litanie des gains manifestes du pouvoir central, de l'ordre, de la puissance, de tout ce qui paraissait inaccessible hier et qui est tenu aujourd'hui.

d'hui pour allant de soi. A quoi bon, en effet ? Le compte y est, ce n'est pas ce bilan-là de la révolution qui fait problème : un premier bilan qui eût comblé des générations de révolutionnaires chinois, sans satisfaire pour autant (bombe atomique comprise) les révolutionnaires internationalistes qui aspirent à changer la vie, à commencer par les relations entre les hommes et entre les peuples.

Une révolution paysanne ?

Le caractère national de la révolution chinoise l'apparente au grand mouvement de libération des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine en révolte contre le colonialisme ou le néo-colonialisme. Mais en même temps que l'entrée en scène du Tiers Monde, la révolution chinoise symbolise aussi l'irruption des masses paysannes sur le devant de la scène historique. Voici tout juste dix ans (au début du mois de septembre 1965), alors qu'il était encore le meilleur disciple ou du moins l'indispensable allié de Mao Tse-tung, le maréchal Lin Piao a, dans une formule fameuse, rapproché les deux termes. Identifiées aux « zones rurales du monde », l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine avaient, selon lui, vocation à encercler les « villes » de la planète (Amérique du Nord et Europe), reproduisant à l'échelle de la terre la stratégie paysanne expérimentée en Chine par Mao. Toute une idéologie « tiers-mondiste », qui ne prétend pas toujours comme les Chinois demeurer fidèle à la vision marxiste, voit elle aussi dans les masses rurales des pays de la faim les vrais révolutionnaires de notre temps.

Les clichés s'appuient toujours sur quelque vérité. Laissant aux mânes de Lin Piao et de Franz Fanon la responsabilité de leurs généralisations planétaires, je n'en voudrais pas moins leur servir d'abord, en guise d'encens, sinon des arguments, du moins quelque illustration tirée du cas chinois : on aperçoit d'emblée une part massive de vérité dans la formule banale « révolution chinoise, révolution paysanne ». Après quoi on pourra s'employer à circonscrire cette vérité en tentant d'apprécier de façon plus précise la mesure dans laquelle les paysans ont été les acteurs puis les bénéficiaires de la révolution chinoise.

* * *

Le rôle attribué aux paysans dans la lutte révolutionnaire et l'attitude à l'égard de la paysannerie fournissent peut-être les meilleurs critères pour définir l'originalité des communistes chinois par rapport à leurs aînés bolcheviks d'une part, à leurs alliés, puis adversaires nationalistes d'autre part.

Lénine à l'institut Smolnyï, Mao Tse-tung dans sa grotte de Yen-an ; mate-lots et ouvriers bolcheviks à l'assaut du Palais d'Hiver, « exposés d'amertume » dénonçant propriétaires fonciers et usuriers dans des myriades de villages du nord de la Chine : les images d'Epinal elles-mêmes accusent le contraste entre les deux grandes révolutions communistes du siècle. C'est à partir du moment où elle est devenue paysanne, où le centre de gravité de la lutte s'est déplacé vers les campagnes que la révolution chinoise a trouvé sa voie (pour les besoins de la cause, j'identifie la révolution avec son dernier avatar : le mouvement communiste, dont les débuts orthodoxes parmi les ouvriers des villes furent brutalement inter-

rompus par le désastre de 1927). La nécessité de fuir les villes, où Chiang Kai-shek pourchasse alors et massacre ses alliés de la veille, est la première raison du repli vers les campagnes. Mais cette retraite n'est pas un simple pis-aller. Le changement d'orientation qui introduit le mouvement révolutionnaire au cœur d'un pays demeuré essentiellement rural s'est accompagné dès l'origine de l'intuition que la révolution chinoise serait paysanne ou qu'elle ne serait pas.

C'est un peu ce que Mao Tse-tung donnait à entendre dans le célèbre *Rapport sur le mouvement paysan du Hunan* (1927), écrit au terme d'une enquête de cinq semaines parmi les villages en feu de sa province natale. Désormais et jusqu'à la victoire finale, — l'ultime assaut contre les villes lancé par des armées de paysans à partir des bases rurales environnantes (l'« encerclement » évoqué par Lin Piao), — le mouvement révolutionnaire ne quittera plus le village. La direction du parti communiste pourra bien demeurer quelques années encore à Shanghai et jouer à la révolution avec le sang des militants intellectuels et ouvriers, elle n'en sera pas moins contrainte, pour finir, de chercher refuge dans la capitale de la « République Soviétique » présidée par Mao (une bourgade du sud de la province du Kiangsi) : cette fuite équivaut à un aveu d'échec. A la lettre, les bases rurales révolutionnaires ont échoué elles aussi, puisque la plupart d'entre elles furent plus éphémères que la base « centrale » du Kiangsi, laquelle finit par être évacuée à son tour à l'automne 1934. Mais à l'issue de la Longue Marche (octobre 1934-octobre 1935), les survivants étaient prêts à recommencer l'expérience à l'autre bout du pays.

Dans le Kiangsi et plus tard dans le nord-ouest, il n'y avait pour ainsi dire point de villes, point d'usines et point d'ouvriers. Si l'on met provisoirement à part le cas de l'élite rurale traditionnelle des lettrés et propriétaires fonciers, qui fournit à la révolution ses ennemis désignés, mais aussi certains de ses dirigeants les plus influents, la société villageoise ne comprenait guère, à l'exception de quelques artisans, devins, etc., et d'un sous-prolétariat mal intégré, que des paysans et encore des paysans. Ce sont ces derniers qui ont peu à peu grossi les effectifs de l'Armée Rouge et des milices qui faisaient à l'occasion le coup de feu contre l'adversaire nationaliste ou l'ennemi japonais. Les révolutionnaires professionnels persuadèrent une élite de soldats, de miliciens et d'activistes villageois d'adhérer au parti communiste. Les nouvelles recrues ne représentaient qu'une petite minorité de la population rurale, mais cette minorité suffit à changer la composition sociale du parti, qui devint en fait un parti de paysans.

La chose demeura vraie après le triomphe de la révolution. Elle a contribué à rendre la collectivisation agraire accélérée de 1955-1956 beaucoup moins dramatique que celle qui s'était déroulée un quart de siècle plus tôt dans les campagnes soviétiques. Sans doute, même en Chine un bouleversement aussi rapide ne manqua pas de provoquer son lot de mécontentements, de tragédies et, à terme, de difficultés économiques. Sans doute encore, le succès tout relatif de l'opération, loin de s'expliquer uniquement par la composition sociale du parti au pouvoir, fut facilité par toutes sortes d'autres facteurs, à commencer par les leçons tirées de la dékoulakisation. Mais enfin les commissaires bolcheviks envoyés dans les campagnes en 1929-1930 et ceux qui empêchent en 1932 les villageois affamés d'aller quémander en ville un peu du pain qu'ils ont produit sont, dans leur grande majorité, étrangers à ce monde rural qu'ils entreprennent de transformer

de l'extérieur. S'ils n'ont pas hésité eux non plus à imposer leur conception du progrès aux travailleurs de la terre, les communistes chinois se sont du moins appuyés pour le faire sur une partie des villageois eux-mêmes, communistes de longue date ou activistes issus des rangs des cultivateurs.

Un parti communiste composé d'une grande majorité de paysans : cette seconde hérésie éclipse presque la première, et l'on peut se demander si Marx eût reconnu les siens. Voilà des nationalistes qui, non contents de s'approprier le slogan internationaliste qui clôt le *Manifeste*, ont choisi comme instrument de l'Histoire « *la classe qui représente la barbarie au sein de la civilisation* »⁽¹⁰⁾ ! Infidèle à Marx, Mao Tse-tung n'en a été que plus fidèle à la réalité chinoise. Sa stratégie paysanne avant 1949, sa préoccupation constante du sort ou de l'attitude des masses rurales après 1949 lui ont été l'une et l'autre dictées par le milieu même sur lequel il voulait agir. Jusqu'en 1927, le P.C.C. (parti communiste chinois) faisait fond sur une classe ouvrière qui représentait alors 0,5% des Chinois. A partir de 1927, tout en continuant de revendiquer des liens privilégiés avec le prolétariat urbain, il se pose en porte-parole de la paysannerie, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population chinoise. La majorité de cette immense majorité peine presque sans profit : une portion importante de ce qu'elle produit est accaparée par les propriétaires fonciers qui perçoivent le fermage, les marchands de céréales qui spéculent sur les fluctuations saisonnières des cours, les usuriers auxquels elle est chroniquement contrainte d'avoir recours, l'Etat enfin qui prélève un impôt foncier croissant au fur et à mesure qu'il se modernise, — sans être pour autant capable de combattre efficacement la corruption des fonctionnaires et agents du fisc, dont les malversations aggravent encore la charge des contribuables.

Ces ponctions diverses diminuaient le revenu agricole global, mais n'affectaient pas de façon uniforme le revenu de chaque catégorie paysanne. Il va de soi par exemple que ceux qui payaient l'impôt foncier (propriétaires du sol qu'ils cultivaient) n'étaient pas les mêmes que ceux qui acquittaient le fermage, charge en général beaucoup plus lourde que l'impôt. Le sort de ces derniers (ceux qui exploitaient la terre d'autrui, sans parler de la condition des ouvriers agricoles qui n'étaient pas même capables de louer le moindre lopin) eût normalement dû représenter une préoccupation prioritaire pour les disciples de Sun Yat-sen, qui avait proclamé très haut : « *la terre à celui qui la cultive* ». Réfugiés à Taiwan, les nationalistes sauront mener à bien (aux dépens, il est vrai, des propriétaires autochtones, moins liés à un personnel politique importé) cette réforme agraire qu'ils n'ont jamais sérieusement entreprise sur le continent. Non seulement ils n'ont pas cherché à distribuer entre les fermiers les terres des propriétaires fonciers (dans le Kiangsi ils ont même restitué à ces derniers les terres confisquées par les communistes, au fur et à mesure que l'Armée rouge évacuait les zones « soviétiques »), mais ils n'ont même pas su imposer une limitation effective des taux de fermage. Il eût fallu pour ce faire déjouer les méthodes d'obstruction et d'intimidation utilisées par les propriétaires fonciers, contraindre et châtier au besoin les récalcitrants. Voilà qui nous conduit au cœur du problème. Une réforme agraire véritable n'eût pas manqué de remettre en cause les rapports sociaux et politiques

(10) Karl MARX, *Les luttes de classe en France (1848-1850)*, Paris, Editions sociales, 1948, p. 72.

traditionnels qui étaient à la base de l'ordre rural. Beaucoup moins riche que la noblesse européenne d'« ancien régime », ne constituant pas comme elle une caste héréditaire, l'élite des propriétaires fonciers n'en représentait pas moins une sorte d'aristocratie rurale, qui dominait et exploitait la société villageoise. Elle détenait en effet non seulement la puissance économique (riches marchands et riches prêteurs se recrutant principalement parmi les rentiers du sol ou leurs parents, les seuls à disposer de réserves suffisantes), mais aussi le prestige intellectuel et du même coup l'influence politique, réservée à l'élite cultivée. Plutôt que de s'attaquer à cet ensemble de privilégiés, au risque de se faire une ennemie de la classe qui contrôlait presque tout le village, le *Kuomintang* a préféré remiser cet aspect du programme de Sun Yat-sen. Il était plus simple de maintenir cette classe, de longue date écran et intermédiaire entre le pouvoir central et les masses rurales, dans son rôle de collaboratrice intéressée et, à cette fin, de préserver le *statu quo* social au moins aussi longtemps que la tâche préalable d'unification n'était pas accomplie. Aucun document ne nous permet, certes, d'affirmer que ce calcul ait été consciencieux, — encore moins peut-on tenir pour assuré que s'il avait pu achever l'unification du pays, le *Kuomintang* se serait enfin attelé à l'urgente et énorme tâche sociale qu'il a éludée. Toujours est-il que la solidarité entre le pouvoir et les privilégiés s'est très tôt renforcée de mille liens, au point que ceux qui avaient été les piliers villageois de l'orthodoxie confucéenne et de l'ordre impérial devinrent tout naturellement les interprètes (ou, en tout cas, les seuls interlocuteurs) du parti dominant. Les autres, c'est-à-dire les paysans, demeurèrent, pour l'essentiel, ce qu'ils étaient sous l'Empire : des contribuables et des corvéables. A l'occasion le pouvoir pouvait se pencher sur leurs souffrances avec la sollicitude intermittente d'un père ou réprimer leurs écarts avec la sévérité du plus impitoyable des pères. D'une efficacité en général limitée, la sollicitude pouvait devenir importune, comme lorsque les forces de l'ordre dépêchées pour soulager une région en proie au brigandage spoliaient et maltraient les villageois plus durement que ne l'avaient fait les bandits, sans pour autant menacer sérieusement ces derniers. Plus efficace contre les sédentaires que contre les brigands, la répression était de nature à décourager les paysans de se révolter à nouveau.

Et cependant ils recommençaient : aucune année qui ne connût ses troubles paysans, de la simple émeute réprimée en quelques heures à la rébellion noyée dans le sang au bout de plusieurs semaines, sinon de plusieurs mois. Le caractère endémique de cette agitation paysanne qui ne cessait quelque part que pour renaître aussitôt ailleurs exprime-t-il le caractère révolutionnaire des masses rurales, qui n'hésitaient pas à engager la lutte en dépit des terribles précédents qui semblaient la condamner d'avance et n'en seraient donc que plus enclines à participer à un combat auquel la direction du parti communiste conférait des chances de succès incomparablement plus grandes ? Les choses ne sont pas si simples. Si fréquentes qu'elles fussent, les flambées de colère paysanne n'étaient la plupart du temps que de simples épiphénomènes d'une détérioration locale des conditions de vie (misère, exploitation ou oppression accrue). On notait une recrudescence de pillages et, à l'occasion, quelques émeutes dans une région affectée par la famine : simples signes de l'accident, fièvre qui accompagnait la maladie du corps social, au même titre que les cas de suicide collectif (le père tuant les siens pour abrégier leur agonie, avant de mettre un terme à la sienne) ou de canniba-

lisme qui précédaient, en général, l'apparition des premiers troubles. Les pillards eux-mêmes (une minorité désavouée par la majorité qui attendait ou revenait attendre la mort à domicile, après avoir erré vainement à la recherche de secours) imploraient parfois le propriétaire foncier qu'ils dévalisaient de leur pardonner l'excès auquel les contraignait la dureté des temps, un excès dont ils confirmaient le caractère exceptionnel en prenant soin de n'emporter que la nourriture et d'en laisser assez pour que la famille du propriétaire ne meure pas de faim à son tour⁽¹¹⁾. Cas extrême, assurément, que celui de cette majorité résignée et de ces pillards respectueux de la propriété des riches : d'ordinaire, les paysans révoltés ne manifestaient pas tant d'égards à leurs victimes et répugnaient plutôt à laisser passer l'occasion de se venger une bonne fois de l'exploiteur enfin à leur merci. S'il n'est pas représentatif, un cas extrême peut rendre sensible une vérité. Celui-ci permet de mettre en perspective la « fréquence » des fureurs paysannes : le même phénomène qui paraît fréquent et d'une audace insensée au regard des chances de succès peut tout aussi bien être considéré comme fort rare, dès lors qu'on le mesure à l'aune des raisons de se révolter. S'il est chez les paysans chinois quelque chose de plus manifeste que la capacité révolutionnaire, c'est bien la capacité d'endurance.

Si l'on excepte les cas de simple pillage, la plupart des troubles d'origine paysanne n'avaient rien à voir avec la famine. Il arrivait même que les paysans se révoltassent contre une initiative de l'administration susceptible de leur être favorable, par exemple une mise à jour du cadastre destinée à traquer l'évasion fiscale (presque toujours le fait des propriétaires les plus riches) et à réduire du même coup la charge des contribuables les plus pauvres. En ce cas, les autorités accusaient fréquemment, et non sans raison, certains propriétaires fonciers d'avoir manigancé la révolte. Mais à peu près toutes les causes occasionnelles de révoltes présentaient au moins un trait commun avec la famine : qu'il s'agît d'une réforme qui remettait en cause des privilèges ou des coutumes vénérables, du renforcement ou des abus de l'autorité (fiscale en particulier), de mauvais traitements infligés aux corvéables ou à l'ensemble de la population par l'armée, d'une invasion de sauterelles ou d'une sécheresse persistante non suivie de la remise d'impôts (ou de fermages) traditionnelle, etc., ce qui déclenchait l'émeute ou la révolte était à peu près toujours perçu par les paysans insurgés comme une rupture de l'ordre ou de la tradition, un fait nouveau ou un ensemble de faits nouveaux (*res novae*, au même titre que la révolution) qui portait atteinte au *statu quo*. L'ordre établi lui-même, quelque inique ou insupportable qu'il fût, on le tenait pour allant de soi. Loin de l'attaquer, on ne prenait guère⁽¹²⁾ les armes que pour le défendre ou plus exactement pour revenir à la norme antérieure : celle qui

(11) A plusieurs reprises dans ce paragraphe, j'énonce un certain nombre d'affirmations et m'abstiens d'indiquer les sources sur lesquelles je m'appuie. J'ai donné ces références dans *Politique Etrangère*, Paris, n° 2-1968 et dans *The Journal Of Peasant Studies*, Londres, vol. 2, numéro 3, avril 1975.

(12) La plupart des exceptions (fermiers réclamant une baisse des taux de fermage, par exemple, et s'insurgeant, — cas extrêmement rare, — pour l'obtenir) confirment la règle : les révoltés invoquent parfois la détérioration récente de leurs revenus (due à la baisse des cours ou à de mauvaises récoltes, etc.) pour justifier une revendication dont la satisfaction n'améliorerait pas leur condition, mais compenserait les pertes subies. Plus souvent, ils font valoir que des dispositions nouvelles, telle la pratique du dépôt de garantie qui les oblige à s'endetter, alourdissent en fait la charge qu'ils supportent.

prévalait avant l'apparition de telle ou telle mesure ou circonstance jugée exorbitante ou intolérable. Non seulement, les actions paysannes étaient à peu près toujours défensives, mais elles ne défendaient que des intérêts strictement locaux. Rien n'était plus aisé que de pacifier un *hsien* (district) insurgé contre une unité de soldats pillards et barbares : il suffisait de la transférer dans le *hsien* voisin.

La défense d'une communauté locale, de composition sociale le plus souvent hétérogène, sa protection contre l'arbitraire du pouvoir ou les brutalités de la soldatesque (pas différente, dans son principe, de l'autodéfense assurée par les villageois contre les incursions des bandits); la sauvegarde de ses précaires conditions d'existence : voilà, en somme, à quoi tendait plus ou moins consciemment chaque révolte paysanne. L'agitation paysanne contemporaine des premiers soviets ruraux fondés par les communistes n'était autre que la juxtaposition de ces émeutes et révoltes locales, c'est-à-dire de ces réactions isolées de défense, dépourvues, on le voit, de la vision globale et de la stratégie coordonnée et, au moins à terme, offensive qu'implique toute véritable entreprise révolutionnaire. Cette distance entre ce que les paysans faisaient (et, laissés à eux-mêmes, auraient continué à faire) et ce qu'ils ont finalement accompli sous la direction des communistes mesure le rôle décisif joué par ces derniers. Les communistes n'ont cependant pas eu besoin de leur faire franchir toute la distance (de fait, les paysans ne l'ont pas franchie) pour bâtir leur victoire avec le matériau paysan. A partir des villageois ils ont fabriqué les troupes de la révolution (la stratégie, ils ont continué à s'en charger eux-mêmes) : c'est à peu près tout et c'est déjà beaucoup. Rien que pour devenir la *piétaille* de la révolution, il fallait déjà que les paysans fussent transformés, « révolutionarisés » : c'est ce que les communistes ont su accomplir, en rendant leur mécontentement plus articulé, leur colère plus opérationnelle, bref en les imprégnant de la vision globale (ce à quoi ils parvinrent en généralisant ou en interprétant l'expérience particulière de chacun) et en les encadrant.

Les communistes ont donc fait beaucoup, la masse des paysans a accueilli avec faveur ou enthousiasme nombre de leurs initiatives, au premier rang desquelles la réforme agraire, une partie d'entre eux a milité avec zèle au sein des associations de masse (associations de paysans pauvres, associations de femmes, etc.) ou dans la nouvelle administration villageoise, d'autres ont servi dans la milice, combattu dans l'Armée Rouge, grâce à eux moins en peine de compenser ses pertes que de donner un fusil à chacun de ses soldats, etc. Tout cela est acquis et fait avec la politique (ou l'absence de politique) agraire du *Kuomintang*, comme avec le caractère traditionnel de ses liens (ou de son absence de liens) avec les masses rurales un contraste assez net pour qu'on se dispense d'y revenir et de répéter ici ce qui a été cent fois souligné.

L'expression « *piétaille de la révolution* », — à supposer que je l'aie employée à bon escient, — suggère néanmoins que le contraste n'est pas absolu. C'est cette marge que je voudrais explorer maintenant, au risque de fausser les perspectives. L'accident qui mobilise les paysans plus que ne le font les causes profondes et permanentes de leur exploitation, je crois que les communistes l'ont initialement provoqué. L'approche ou l'arrivée de l'Armée Rouge a d'abord fait fuir ou se terrer les villageois, habitués de longue date à n'attendre rien de bon des soldats. Le temps de se persuader que cette étrange armée ne se conduisait pas comme les autres et les forces de l'ordre étaient là. A ce stade, on ne peut guère

supposer une solidarité entre population locale et pouvoir soviétique (à supposer que ce dernier ait déjà réussi à s'installer) assez enracinée pour que des raisons positives aient incité de nombreux paysans à s'exposer aux représailles inévitables. Au contraire, c'est précisément la crainte des représailles exercées par l'un ou l'autre côté qui a déterminé la conduite du plus grand nombre : choix entre deux dangers (quel est le plus grand ou le plus immédiat ?) plutôt qu'espoir d'un monde meilleur⁽¹³⁾.

Les choses n'en restèrent pas là, ne serait-ce que parce que le régime soviétique réussit à faire la preuve de sa force. Plongés du fait de l'initiative d'autrui en plein cœur de la bataille, mis en demeure d'accomplir des actes qui engageaient (fût-ce celui d'informer ou, au contraire, de garder le silence), les villageois eurent de plus en plus de mal à observer leur règle de conduite éprouvée : se tenir à l'écart du conflit entre les puissants⁽¹⁴⁾. A ce stade et à ce stade seulement, un nombre croissant d'entre eux a dû découvrir des raisons moins négatives de soutenir les communistes et se persuader que ce nouveau pouvoir était préférable à l'ancien. Cette distinction *a posteriori*, n'implique pas encore une véritable liberté de choix. On pouvait renoncer à une neutralité de moins en moins praticable sans pour autant renoncer à la prudence, qui paraissait recommander désormais la coopération plus souvent que l'abstention. Si donc le ralliement au communisme de la majorité a pu s'effectuer initialement en vertu du vieil adage : *cujus regio, ejus religio*, une minorité s'enthousiasmait déjà pour les premières confiscations de terre, en attendant que la réforme agraire confirme ses espérances et convainque les hésitants.

Le processus que je tente de reconstituer ici ne se ramène pas à l'encadrement des masses paysannes par une élite de révolutionnaires professionnels et encore moins à une manipulation de la paysannerie au combat révolutionnaire. Aux yeux des villageois, les révolutionnaires qui l'ont provoquée étaient aussi des gouvernants, — gouvernants différents des autres, mais appuyés comme les autres sur une armée. Bref, la conquête de la paysannerie par les communistes est indissociable de la responsabilité politique et administrative que ces derniers ont exercée à l'intérieur de certaines zones. Au delà des frontières fluctuantes de ces « régions libérées », la contagion n'a pas joué : là où elle n'était pas enrôlée par une élite de révolutionnaires professionnels, la paysannerie chinoise n'a pas participé au combat mené en son nom.

- (13) C'est ce que reconnaît sans fard la veuve de Fang Chih-min (l'un des plus illustres martyrs du mouvement communiste du Kiangsi) dans un épisode de la biographie qu'elle lui a consacrée. Y narrant l'échec d'une campagne de déboisement destinée à faire disparaître les abris propices aux embuscades, elle ne songe pas un instant à l'attribuer à des actes de sabotage ou à une quelconque passivité de la part des paysans transformés en bûcherons par les forces de l'ordre, mais uniquement à la terreur que leur inspire une charge de l'Armée Rouge. Pour expliquer, en revanche, l'embrigadement de milliers de bûcherons improvisés, Madame Fang se garde d'invoquer la seule contrainte exercée par les autorités ; elle y ajoute une motivation « positive » : l'appât du gain, — autre nom de la nécessité.
- (14) Des exemples de cette attitude sont donnés dans une brochure de propagande qui exalte l'ardeur révolutionnaire des « petits héros rouges » et suggère par contraste la prudence des adultes. Enfants et adolescents font pression sur leur père ou leur frère aîné pour qu'ils s'engagent dans l'Armée Rouge, persuadent les déserteurs de regagner leur unité, crient aux soldats « rouges » de ne pas s'engager sur une route fortifiée, quand aucun des cultivateurs travaillant dans les champs voisins de la route n'a soufflé mot, etc. (*Ch'ih-se hsiao ying-hsiung*, (« Petits héros rouges »), Shanghai, Editions de la Jeunesse, 1933, p. 5, 8-9 et 12.

Il est impossible de prétendre qu'une vocation révolutionnaire plus affirmée qu'ailleurs ou une structure sociale plus inique prédestinait la paysannerie des « régions libérées » à jouer un rôle privilégié dans la révolution chinoise. En gros, le mouvement paysan dirigé par les communistes ne s'est pas implanté là où l'exploitation était à son comble et la tension sociale la plus aiguë, mais là où les dirigeants communistes ont trouvé des conditions stratégiques favorables. Certes, les montagnes, les régions écartées et d'accès difficile, les zones de confins où l'Armée rouge a trouvé un champ d'opération privilégié risquaient d'être aussi les plus pauvres : comparées au fertile Bassin rouge du Sze-chwan, par exemple, la Chine du Nord où les communistes ont mobilisé le plus grand nombre de villageois était nettement défavorisée et la région de Yen-an, en particulier, était franchement désolée et même arriérée. En revanche, le Sze-chwan, dont la contribution au mouvement révolutionnaire fut typiquement élitiste (une proportion démesurée des dirigeants communistes les plus fameux et une proportion démesurément faible des combattants et militants paysans sont issues de cette province, la plus peuplée et la plus grande du pays), comptait à la différence de la Chine du Nord beaucoup plus de fermiers que de petits propriétaires exploitants, le taux de fermage y était beaucoup plus élevé et les abus de la fiscalité foncière beaucoup plus notoires. Quant à la tradition révolutionnaire du Sze-chwan, elle se compare de manière très favorable à celle de la Chine du Nord, au point qu'un dicton fameux assurait : « *le Sze-chwan est toujours la première province à se révolter, la dernière à être pacifiée* ».

Qu'à l'échelle du « pays tout entier (*ch'üan-kuo*) une analyse fondée sur des critères de classe soit impuissante à rendre compte de l'extrême inégalité de la participation paysanne au combat révolutionnaire n'implique pas *a priori* la non-pertinence d'une analyse de cette nature dans les limites des « régions libérées » et avant elles des zones soviétiques. Par définition, le succès d'une participation provoquée ne dépend pas seulement du savoir-faire du provocateur, il est également fonction de l'identité du participant. Opposant plus haut une minorité d'activistes à une majorité passive ou suiviste, je me suis gardé de définir l'une et l'autre sur le plan social : tout simplement parce que je ne suis guère en état de le faire, à partir des indications disparates et insuffisantes dont je dispose. A en juger d'après l'enquête effectuée par Mao Tse-tung dans les districts soviétiques du Kiangsi en 1933, ainsi que d'après quelques rares documents et études relatifs à la période de Yen-an⁽¹⁵⁾, je serais tenté de dire que proportionnellement à leur nombre au sein d'un village donné, les paysans pauvres semblent avoir fourni plus que leur part de combattants à l'Armée rouge et aux milices, et les paysans moyens plus que leur part de cadres au parti et à l'administration. Quant aux paysans riches, ils paraissent nombreux parmi les opposants et les saboteurs, mais aussi, — compte tenu de leurs effectifs réduits, — parmi les cadres et spécialistes d'une administration soucieuse d'utiliser leurs compétences. Ce qui apparaît de façon plus nette que l'appartenance sociale des paysans activistes, c'est le fossé entre les générations, les jeunes villageois de toutes conditions, — à l'exception des fils de propriétaires fonciers !, — fournissant à la révolution ses recrues les plus enthousiastes et les plus nombreuses. Comme si, sans se laisser obnubiler

(15) Le plus éclairant demeure à mon sens : William HINTON, *Fanshen, A Documentary of Revolution in a Chinese Village*, New York, Monthly Review Press, 1966.

par les seules différences d'ordre socio-économique, les dirigeants communistes s'étaient montrés maîtres dans l'art d'exploiter tous les clivages sociaux réels (définis par exemple en fonction de critères d'âge et de sexe) existant à l'intérieur de la société villageoise.

« *A l'exception des fils de propriétaires fonciers* » : l'expression vaut pour la piétaille, mais pour les chefs ? Dans leur majorité, les intellectuels revenus faire la révolution au village après avoir étudié en ville ou à l'étranger étaient précisément fils de propriétaires fonciers ou, comme Mao Tse-tung, de paysans riches. La méconnaissance des réalités agricoles et paysannes dont devaient témoigner, à l'époque du Grand Bond en avant, certains des objectifs et des méthodes par eux imposés aux travailleurs de la terre, incite à mettre en question la précision des souvenirs qu'ils ont conservés de leur enfance villageoise, voire même le degré d'intimité avec les techniques culturelles qu'ils ont pu acquérir alors, ou plus tard au cours de leur jardinage yenanais. A un niveau plus banal cependant, la relative familiarité de ces fils de ruraux aisés avec l'existence villageoise les avait rendus plus susceptibles que leurs pairs, privilégiés élevés à la ville, de pressentir les problèmes des masses rurales, avant même qu'ils entreprissent de défendre les intérêts de ces dernières contre cette autre fraction de l'élite rurale qui s'acharnait à perpétuer ses privilèges.

Cette division de la classe dirigeante traditionnelle doit être elle aussi prise en considération (et non pas seulement le combat mené par les communistes en faveur et au moyen des paysans opprimés), lorsqu'on s'interroge sur le caractère paysan de la révolution chinoise. Une division fort classique dans les périodes pré-révolutionnaires, et qui ne fut pas moins lourde de conséquences en Chine qu'ailleurs. Dans la première moitié du XX^e siècle, la classe des exploiters du labour paysan est elle-même en proie à une crise profonde, plus manifeste à vrai dire que l'hypothétique détérioration du niveau de vie de ceux qu'elle exploite. Grignotée par la progression des rivaux qu'ont suscité l'abolition du système des examens et les transformations économiques, sa position dominante est minée par ceux de ses fils qui contestent le système. Le drame qui ébranle la Chine moderne l'affecte en effet plus directement qu'aucune autre classe, il met en question les idéaux qu'elle incarne et suscite de la part de ses membres des réactions extrêmement divergentes, voire franchement opposées. En donnant une éducation moderne à ses fils, cette classe nourrit en son sein les plus furieux de ses ennemis, ceux qui se donneront pour but d'abattre la domination séculaire des propriétaires fonciers. On a vu plus haut que ces héritiers traîtres à leur classe avaient, en règle générale, commencé par renier leur héritage culturel. Outre la souffrance causée par l'abaissement du pays et la révolte contre les iniquités sociales, des raisons plus personnelles ont contribué à l'aliénation croissante de jeunes diplômés qui ne trouvaient pas toujours à employer leurs compétences et n'étaient guère de taille, du moins dans les régions contrôlées par les seigneurs de la guerre, à rivaliser avec des « braves » et aventuriers de tout poil qui leur inspiraient en général le plus profond mépris. La sécession d'une partie de l'élite a donc été en elle-même un facteur révolutionnaire nullement négligeable, antérieur à l'adoption d'une stratégie rurale par cette élite dissidente.

Dans les zones soviétiques et à une plus grande échelle dans les « Régions libérées », cette élite d'intellectuels révolutionnaires s'est enrichie de nombreux

cadres paysans. Le mouvement communiste n'a pas placé purement et simplement des troupes paysannes sous la direction d'intellectuels : la direction elle-même est devenue d'une certaine manière mixte, faisant place à côté du noyau intellectuel originel, qui s'était déjà renforcé d'ouvriers, aux paysans. Cependant, très peu de paysans accédèrent aux échelons suprêmes d'une organisation rigoureusement hiérarchisée ; ils fournirent en revanche la majorité des cadres de rang moyen et la quasi-totalité des cadres locaux. La formation et la promotion d'un si grand nombre de responsables d'origine paysanne sont à coup sûr impressionnantes, comme a dû être importante la prise en considération par leur intermédiaire des besoins et des vœux des autres villageois. Il n'empêche que cette élite issue de la paysannerie ralliait une hiérarchie déjà constituée, que le parti communiste était à Juichin⁽¹⁶⁾ et à Yen-an un parti de gouvernement et que ces paysans transformés en permanents devenaient du même coup les rouages d'une administration. Ils eurent à transmettre et à faire appliquer des directives pas toujours populaires et, se trouvant placés dans la situation inconfortable qui devait être plus tard celle des cadres de Chine populaire, ils eurent tendance à réagir comme le font aujourd'hui ces derniers. A eux aussi, à eux déjà on reprocha après coup une attitude excessivement autoritaire, quand ils eurent, par exemple, tenté d'imposer à une population réticente l'achat d'une quantité demeurée de bons du Trésor (sans aucun doute nullement demeurée par rapport aux besoins financiers d'une administration régionale dissidente ou autonome, étranglée par le blocus nationaliste) ou la restitution sans remboursement des bons déjà souscrits, à titre de contribution « volontaire » au combat mené par le Parti en faveur des masses. Acculés, certains souscripteurs se suicidaient, d'autres offraient de renoncer à la propriété comme ces contribuables des « zones blanches » qui affichaient leur titre de propriété à un impôt foncier exorbitant. Comme dans la Chine du *Kuomintang* également, — mais sans doute avec une moindre fréquence, — il est arrivé aux paysans de se révolter contre le pouvoir soviétique dans le Kiangsi et contre les percepteurs de l'impôt dans les « Régions libérées » du Nord-Ouest.

A ce point, le terme de « marge » paraît bien malingre (ou hypocrite ou timoré). Le *Kuomintang* n'a pas accaparé tout le legs de la tradition paternaliste et autoritaire de la bureaucratie impériale. Ecorné d'un côté, renforcé de l'autre par l'influence de la tradition lénino-stalienne, ce legs s'est transmis également aux districts soviétiques, puis aux « Régions libérées » et la Chine populaire ne donne pas l'impression d'avoir dilapidé cette part de l'héritage national. Loin d'exprimer uniquement les habitudes invétérées de l'élite chinoise, la parenté entre deux régimes autoritaires reflète aussi celles des masses dominées elles-mêmes, ainsi que les contraintes nées du sous-développement. Nationalistes et communistes travaillaient avec les mêmes masses (un peu plus « arriérées » encore chez les communistes) et devaient surmonter une même contradiction entre ce que souhaitaient ces dernières et certains objectifs prioritaires du mouvement : ne serait-ce que le financement de l'effort militaire requis pour assurer l'unification du pays ou la victoire de la révolution. L'important est précisément que d'autres objectifs fondamentaux du mouvement révolutionnaire exauçaient les vœux les plus chers des paysans (à commencer par la propriété de la terre

(16) Capitale de la République Soviétique chinoise, au début des années trente.

qu'ils cultivaient) et qu'il n'en allait pas de même pour le *Kuomintang*. Que les communistes aient eu bien autre chose en tête que la multiplication des petites propriétés individuelles ne change rien à l'affaire (il sera temps de revenir sur ce malentendu lorsque nous nous demanderons dans quelle mesure les paysans ont été les bénéficiaires de la révolution chinoise). Pour l'instant, il suffit de constater que cette étape de la révolution visait à renverser la domination des propriétaires fonciers sur les masses rurales et que cet objectif convenait parfaitement aux dites masses. Elles se sont en fin de compte ralliées (et une minorité a même activement coopéré) à une entreprise qui les intéressait directement. Un lien privilégié s'est noué entre communistes et paysans. Entre nationalistes et paysans, il ne s'est rien passé, rien que du déjà vu. Décidément, la comparaison entre le dernier des anciens régimes et le mouvement révolutionnaire, loin d'étendre à l'infini la « marge » de ressemblance, nous ramène inlassablement au contraste, un contraste qui nous interdit de dénier toute substance au caractère paysan de la révolution chinoise.

Dès qu'on abandonne la référence au *Kuomintang* pour en revenir au mouvement paysan communiste lui-même, on ne peut plus se dissimuler l'ambiguïté d'une expression telle que « révolution paysanne ». Même quand elle bénéficie de l'assentiment de la majorité, une révolution est toujours le fait d'une minorité : la révolution chinoise ne contredit pas cette loi. Lénine estimait que laissé à lui-même, le prolétariat industriel ne dépasserait pas le stade du *trade-unionisme* et qu'il était donc nécessaire de lui insuffler de l'extérieur la vision révolutionnaire indispensable à l'accomplissement de son rôle d'instrument de l'histoire. Moins suspects que lui de « substitutisme politique » (pour parler comme Trotsky) et moins tentés par le blanquisme, ses disciples chinois n'en sont pas moins restés pour l'essentiel fidèles à sa stratégie. S'il faut choisir, je privilégierai en Chine aussi, — à un degré moindre pourtant qu'en Russie, — le rôle joué par l'élite révolutionnaire, au détriment de celui qu'ont accompli les masses. Immergée dans l'océan rural, une infime minorité d'intellectuels a mobilisé au service de la révolution des paysans jusqu'alors englués dans des revendications particularistes ou passésistes.

Après le triomphe de la révolution sur l'ensemble du pays, les vainqueurs n'ont ni oublié ni abandonné les paysans. Mais leur attitude à l'égard de leurs complices de la veille est désormais dominée par une contradiction fondamentale.

D'une part, leur sympathie pour le monde paysan va bien au-delà de la simple reconnaissance du souvenir des épreuves partagées et des exploits accomplis ensemble. Ce n'est pas vrai de toute l'équipe dirigeante, mais ce l'est à coup sûr du dirigeant suprême. Mao Tse-tung a manifesté en tant d'occasions l'intérêt particulier qu'il portait au sort des masses rurales, il a proclamé si fort sa volonté de réduire les inégalités entre « seigneurs de la ville » et villageois que cet intérêt a fini par ressembler à une prédilection : une prédilection qui explique pour une part non négligeable la fortune du maoïsme en tant qu'idéologie tiers-mondiste préoccupée de la condition des plus déshérités, et paraît suspecte à un certain nombre d'esprits progressistes et de marxistes « classiques » qui croient y déceler un goût mal dissimulé pour des valeurs conservatrices comme l'attachement à la terre (on dirait ailleurs le clocher), voire même une fascination obscurantiste.

Il n'empêche que ces dirigeants philo-paysans sont tout autre chose que des dirigeants paysans et c'est bien ce qui fait problème. La mission dont les chefs de la révolution se sont de tout temps considérés comme investis et qu'ils peuvent enfin entreprendre pour de bon, à savoir l'industrialisation d'un pays rural, implique de perpétuer sous une forme nouvelle le recours à l'instrument paysan : l'immense réservoir de mécontentement que les communistes ont su mobiliser pour abattre l'ancien régime, c'est aussi l'immense réservoir de force de travail qu'ils s'emploient désormais à mobiliser pour réaliser l'accumulation primitive. Ils pensent la mobiliser de façon plus efficace (c'est-à-dire à la fois la rendre plus productive et prélever davantage) en collectivisant l'agriculture. Seul ce second point est imputable à leurs convictions et donc à la variété particulière de révolutionnaires qui a accompli la révolution en Chine. Car sur le premier point, on imagine mal de quelle autre manière eût pu s'y prendre n'importe quelle espèce de révolutionnaires, communistes ou non, sauf à se résigner pour son pays et son peuple à un destin rural : puisque en tout état de cause l'aide extérieure demeurerait limitée, remboursable et, on l'a vu, révocable. Bien entendu, les dirigeants ont pris plus aisément leur parti d'imposer les conséquences de cette nécessité aux masses que celles-ci de les subir.

Il eût pu en aller autrement si les deux termes de la contradiction que nous venons d'esquisser avaient pesé d'un poids égal. Mais les inclinations subjectives de certains dirigeants n'ont pu prévaloir sur les exigences de l'accumulation : elles ont tout au plus incité à multiplier les correctifs et adoucissements de tous ordres à la dure réalité, qui demeure le financement de l'industrialisation à l'aide de la plus-value extorquée aux travailleurs des Communes populaires rurales. Ces réformes sectorielles, qui ont concerné des domaines aussi importants que l'enseignement ou la santé publique, ont commencé de mettre à la disposition des villageois une partie des services dont bénéficiaient les citadins. Immense, en outre, est la charge symbolique de certaines institutions d'inspiration philo-campagnarde, telle que la « médecine aux pieds nus ». Mais enfin on ne voit pas que les innovations maoïstes les plus vantées et les réformes sectorielles les plus efficaces aient aboli ou suffissent en elles-mêmes à compenser la discrimination qui frappe les salaires et revenus agricoles. Quiconque réussit à se faire embaucher comme manœuvre dans une usine de la ville ou décroche un emploi de balayeur au service d'une municipalité et d'un « comité révolutionnaire » urbain devient automatiquement un privilégié par rapport à 95% des travailleurs de la terre.

Sans être moins sensibles que Mao aux inégalités dont ils demeurent victimes, les paysans considèrent d'abord les variations dans le temps de leur propre condition. Nul doute qu'ils n'aient accueilli comme une libération l'acte d'importance historique par lequel la révolution victorieuse les affranchissait de la domination séculaire des propriétaires fonciers. Le terme même de « libération » n'a dû leur devenir vraiment intelligible que du jour où, grâce à la réforme agraire, — à elle seule une véritable révolution, — il prit un sens concret pour eux. Mais aux yeux de la majorité des paysans la collectivisation a sans doute compromis de façon désastreuse les bénéfices de cette libération éphémère. Ils ont dû considérer qu'on leur retirait d'une main ce qu'on venait de leur donner de l'autre, — après avoir déjà, par le biais des livraisons obligatoires de céréales à prix imposé, réinstauré au profit de l'Etat un fermage déguisé.

Cette interprétation paraît confirmée par l'extrême attachement des paysans au résidu de propriété individuelle que représente, depuis la collectivisation, le lopin privé. Les dimensions de ce lopin et, à certains moments, son existence même ont été périodiquement remises en question, au gré des fluctuations d'une politique à peu près aussi difficile à influencer que l'était, avant la révolution, la conduite du propriétaire foncier ou du chef de village. Néanmoins, les paysans ont réussi à influencer les décisions du pouvoir : en renâclant devant des normes de travail excessives, en sabotant un sarclage mal rémunéré, en abattant le bétail appelé à devenir propriété collective, puis en nourrissant mal les bêtes de la coopérative (en 1956), voire en chapardant les récoltes de la Commune (en 1958-1959), etc. Parfois rapprochés et souvent brutaux, les virages de la politique agraire ont ponctué l'alternance de « campagnes » d'accélération de la collectivisation, d'encadrement et de mobilisation des masses rurales, de contrainte accrue, de recours privilégié aux stimulants moraux de l'effort humain, etc., et de périodes de « consolidation », terme qui masque souvent une retraite, propice aux concessions, à la prise en considération des stimulants matériels, à l'octroi de « petites libertés », à l'extension du lopin privé, etc.

Cette alternance n'est pas le signe de relations harmonieuses entre travailleurs de la terre et révolutionnaires au pouvoir. Elle résulte des divergences et des luttes d'influence entre ces derniers, mais à un autre niveau elle est fille de l'impatience du planificateur et des compromis que lui imposent les difficultés, voire les crises nées de cet excès d'impatience et du mauvais vouloir des producteurs. Ou bien la hâte du planificateur procède uniquement du sentiment d'urgence que lui inspire une meilleure connaissance de la situation démographique et économique du pays, et dans ce cas la contradiction qui l'oppose au producteur agricole illustre avant tout le conflit banal entre intérêts à court terme et l'intérêt à long terme de la paysannerie. Le problème devient alors un simple problème de rythme *optimum* et d'équilibre : la seule chose à déplorer du point de vue de l'intérêt bien entendu des paysans est que ce rythme ait été parfois excessif, irréaliste et finalement générateur de déséquilibres, de crise et de recul. Ou bien, comme maint indice paraît le suggérer (investissements pour la bombe atomique et le satellite artificiel, mais aussi par exemple atermoiements initiaux, inspirés moins par l'orthodoxie marxiste que par chauvinisme, qui ont fait perdre un temps précieux dans la lutte contre l'emballement démographique), le combat contre la misère n'explique pas seul la hâte et les exigences du planificateur⁽¹⁷⁾, lequel exploite aussi le labeur des masses pour assurer la puissance et la grandeur de la nation. En ce cas, il paraît difficile de tenir la libération de la paysannerie pour la visée fondamentale de cette révolution. Lorsque les deux objectifs (national et paysan) de la révolution entrent en conflit, mon sentiment est que le premier l'emporte. A mes yeux du moins, cette révolution « communiste » est moins une révolution sociale que nationale : en ce sens elle contredit moins le *Kuomintang* qu'elle ne

(17) Le planificateur a bon dos : pour simplifier, je feins d'oublier que cette hâte a été beaucoup moins le fait des planificateurs eux-mêmes, avocats assez constants d'une croissance plus équilibrée et plus lente, que des « politiques », à commencer par Mao Tse-tung. Ce qui m'intéresse ici, précisément, c'est d'identifier le révolutionnaire au pouvoir en tant que planificateur.

l'accomplit. Le « bien-être du peuple » importe davantage aux communistes, mais même pour eux il vient après le principe du nationalisme⁽¹⁸⁾.

La visée est une chose, le résultat de la révolution en est une autre : il est temps, au bout d'un quart de siècle, de se poser le problème cher à Marc Bloch de la « définition par l'aboutissement ». La révolution a instauré l'ordre dans les campagnes : les villageois ne redoutent plus aujourd'hui les incursions des bandits ou des armées locales. Elle a élevé le niveau de vie moyen des paysans : modeste par rapport à ce qu'on affirme souvent, ce progrès est vital, puisque la plupart des travailleurs de la terre paraissent manger à leur faim et sont beaucoup mieux vêtus que ceux de la génération précédente. Grâce à la réduction des inégalités sociales, ce sont les plus démunis, ceux qui vivaient dans la misère, qui ont le plus bénéficié de la révolution. Réapparu au lendemain du Grand Bond en avant, le spectre de la famine s'est considérablement éloigné durant la seconde moitié de cette histoire de vingt-six ans, celle qui a vu l'agriculture chinoise démarrer enfin pour de bon. La civilisation technique a fait une percée en direction du village et des champs : tracteurs, camions, électricité, radio, c'est tout cela aussi la révolution pour les masses paysannes. Un communiste yougoslave peu suspect de complaisance pour le stalinisme qu'il a combattu jusque dans une prison de l'Oural a observé dès 1930 la fascination que le machinisme exerçait sur les paysans⁽¹⁹⁾ : comme si, n'apportant qu'une correction partielle à la fameuse définition-programme du socialisme selon Lénine (« les soviets, plus l'électrification »), ils identifiaient le socialisme à l'œuvre à « la terreur, plus les machines ». Pourquoi les paysans chinois, qui ont été beaucoup moins cruellement traités que les paysans soviétiques, n'auraient-ils pas été eux aussi éblouis par la magie des machines, prometteuses de mieux être ?

L'espoir d'une vie meilleure incarné par la diffusion des techniques : nous voilà aux antipodes de la pensée-mao-tse-tung. A part la réduction des inégalités sociales, les progrès que nous venons d'évoquer rapidement sont, en effet, de même nature que ceux que le capitalisme a prodigués dans les campagnes d'Occident. Le bilan des changements accomplis dans des domaines moins sordidement matérialistes, comme l'idéologie et la politique, est à la fois plus modeste et plus ambigu. L'entreprise de transformation des mentalités rurales est nécessairement une œuvre de longue haleine. Il est donc inévitable qu'elle impressionne jusqu'ici plus par son ambition et sa persévérance que par les succès qu'elle a déjà eu le temps d'enregistrer et qui ont été obtenus au prix d'une nouvelle forme d'asphyxie. Quant aux formes inédites de participation des masses rurales à la vie politique⁽²⁰⁾, elles sont allées de pair avec des formes neuves elles aussi de domination de l'élite sur les dites masses rurales. Comparée à l'ancienne, la domination nouveau style est beaucoup plus pesante et beaucoup moins injustifiée : une bienveillance envahissante et tatillonne a succédé à l'indifférence des exploités de naguère, qui assurait une certaine latitude aux exploités.

(18) Bien-être du peuple et nationalisme représentent deux des « Trois Principes » de Sun Yat-sen, ancêtre commun des révolutionnaires ennemis. L'autre principe, rappelé ici pour mémoire, était la démocratie.

(19) Anton CILIGA, *Au pays du mensonge déconcertant*, Paris, 2^e édition, Plon, 1950, p. 66-67.

(20) James R. TOWNSEND, *Political Participation in Communist China*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1967.

Un régime plus efficace et plus oppressif : la comparaison vaut non seulement avec l'ancien régime chinois, mais aussi bien par exemple avec l'Inde contemporaine. Les dirigeants de l'Inde indépendante ont admis plus tôt que les communistes chinois la nécessité de planifier les naissances, mais ces derniers ont fait beaucoup plus que rattraper leur retard : une propagande obsessionnelle, une pression sociale contraignante, des mesures discriminatoires à l'encontre des familles nombreuses, etc., ont commencé d'imposer à une partie des masses rurales des pratiques auxquelles elles ne seraient pas venues d'elles-mêmes et qui correspondent à leur intérêt bien compris. Cet exemple ne vise qu'à rappeler l'étroitesse de la marge des possibles et l'inanité des jugements de valeur inspirés par ce que les Chinois appellent notre individualisme. Tenir pour oiseuses et ethnocentriques les appréciations portées sur la révolution chinoise au nom d'axiomes comme la primauté de l'individu, propres non pas même à la tradition occidentale, mais aux derniers siècles de l'histoire de l'Occident, n'implique en revanche nulle adhésion à un déterminisme selon lequel la voie chinoise (ou maoïste) était la seule possible, l'unique réponse non pas même appropriée, mais imposée par le poids de la tradition nationale d'une part, les conditions objectives du moment et du milieu d'autre part. Entre une démocratie impossible et le totalitarisme qui s'est finalement instauré, les dés étaient pipés. Mais de l'une à l'autre, combien de variétés et de degrés de régimes autoritaires !

Conclusion

Pour nous résumer : une épithète (*paysanne*) non dénuée de fondement, mais ambiguë et subordonnée à l'autre (*nationale*), laquelle est aussi banale qu'incontestable. Banale au point qu'on ne peut guère s'appuyer sur elle pour distinguer la révolution chinoise des innombrables mouvements nationaux du Tiers Monde.

Elle s'en distingue de façon partielle, ne serait-ce que parce que la « bourgeoisie » rurale ou urbaine est demeurée influente dans la plupart des pays qui ont conquis leur indépendance, comme l'Algérie par exemple, alors qu'en Chine l'ancienne classe dirigeante a été renversée et remplacée par une ébauche de classe bureaucratique, qui recrute dans les masses populaires, paysannerie comprise. Sans doute, les révolutionnaires chinois affirment-ils la nécessité d'une lutte permanente contre la bourgeoisie, mais on ne peut prendre leurs déclarations au pied de la lettre, puisque la « bourgeoisie » telle qu'ils l'entendent a bel et bien été éliminée. Leur langage codé dissimule l'ambiguïté de leurs relations avec la paysannerie, qui n'assume pas complètement le projet révolutionnaire qu'ils poursuivent en son nom. Les rapports de la couche ou classe bureaucratique en voie de formation avec les masses constituent à coup sûr un problème beaucoup plus réel que le fantôme d'une classe abattue. Lorsqu'il dénonce et combat la hiérarchisation et la stratification renaissantes, lorsqu'il déclenche d'incessants « mouvements de rectification » anti-bureaucratiques, Mao Tse-tung tente avec des moyens inadaptés de prévenir ou de freiner une évolution qui l'inquiète. Une fois acculé, il choisit ou se résigne (ce qui est encore une façon de choisir), comme il l'a fait après les Cent Fleurs et au lendemain de la révolution culturelle : mainte-

nir ou rétablir le monopole du parti et donc l'incrustation de cadres qu'il avait eu la velléité de secouer ou de déloger s'impose alors comme le moindre mal. Souvent salués comme le signe ou la promesse de nouvelles conquêtes révolutionnaires, les soubresauts qui ont ponctué cette brève histoire de vingt-cinq ans sont bien davantage la confirmation et la conséquence de ce qu'en langage maoïste on pourrait appeler des « contradictions » non résolues. Ces difficultés non surmontées sont liées certes à la nature du régime, mais aussi, comme le régime lui-même, à la réalité sociale paysanne dans laquelle se débat et s'englue l'importun aiguillon des cadres, vecteurs du virus prométhéen. Il est douteux que Mao, — au demeurant moins Prométhée que Prophète, ce qui n'arrange rien, — soit satisfait d'une paysannerie fort imparfaitement « révolutionnarisée », probable qu'il s'irrite des dures contraintes avec lesquelles elle bride son impatience. Paysanne, la révolution chinoise l'est sans nul doute en ce dernier sens, tautologique : par leur poids et leur relative inertie, les masses rurales continuent d'exercer une pression déterminante.

Voilà qui enfonce davantage encore la lourde Chine dans le Tiers Monde ! Quelles que soient les différences entre la révolution chinoise et les révolutions partielles ou prétendues que notre temps a multipliées d'un bout à l'autre des trois continents de la faim, je crois en effet qu'on risque de mieux saisir sa nature en commençant par la rattacher à son époque et à sa catégorie. Moins distincte que typique, elle incarne le grand bouleversement révolutionnaire qui affecte sous nos yeux les dernières nations paysannes, ces laissées pour compte de l'histoire. Cette troupe de damnés à laquelle il est naturel que la Chine révolutionnaire entende montrer le chemin, elle s'y assimile aussi à son corps défendant : par les difficultés qu'elle éprouve à briser le cercle vicieux du sous-développement. Le bilan d'une révolution nationale réussie que j'ai esquissé plus haut est unilatéral : il oppose une nation revigorée à une nation qui semblait à bout de souffle. Mais le triomphe du nationalisme implique aussi la modernisation économique. Cette tâche n'est pas de celles dont on vient à bout en un quart de siècle, à l'échelle d'un sous-continent surpeuplé. En dépit de tout ce qui a été accompli, — et qui n'est pas tout-à-fait ce qu'ici et là on tient pour acquis, — on ne peut pas encore affirmer que la course entre progrès économique et progression démographique est définitivement gagnée, ni que la Chine se tirera d'affaire seule. Qu'elle y parvienne ou non, la fidélité à un nationalisme replié sur soi profite désormais moins à la nation chinoise qu'un nationalisme ouvert aux influences étrangères. Le triomphe du nationalisme implique son propre dépassement. Il passe aussi par l'acceptation de la banalité à laquelle condamne la victoire. Cette banalité, la révolution chinoise l'a refusée plus longtemps que ne le font d'ordinaire les révolutions victorieuses, privilégiant du même coup le processus révolutionnaire au détriment des accomplissements révolutionnaires. Cet ordre de priorité paraît aujourd'hui renversé et risque de l'être encore plus nettement demain, étant entendu que la banalité vers laquelle on s'orienterait alors est une banalité tiers-mondique, une marche vers la modernité qui ne peut en tout état de cause reproduire la voie suivie par l'Occident capitaliste.

Lucien BIANCO,
Etats-Unis,
1975